



8, 9 et 10 mai 2015,
le V^e Congrès du POI
sera un congrès ouvert

COMMUNIQUÉ N° 4 DE DISCUSSION

A trois mois du V^e Congrès

Le bureau national réuni le 7 février a adopté ce quatrième communiqué de discussion et de préparation du congrès à destination des adhérents, des sympathisants, des lecteurs d'Informations ouvrières.

Dans trois mois débutera le V^e Congrès ouvert du Parti ouvrier indépendant. Des discussions s'organisent avec des militants de toutes tendances afin qu'ils participent à tous niveaux à sa préparation.

Déjà, de nombreux militants ont donné leur accord pour participer, sans pour autant partager toutes les positions du Parti ouvrier indépendant, aux assemblées locales préparatoires et congrès départementaux.

Il y a un mois se réunissait notre conseil fédéral national, au lendemain des attentats qui ont ensanglanté le pays. Partageant l'indignation de l'immense majorité de la population, le POI avait cependant mis en garde contre la tentative d'imposer une union sacrée visant, au nom du danger qui menace, à interdire toute expression des intérêts propres des exploités. Nous écrivions : « *Pour le Parti ouvrier indépendant, c'est en combattant sur son terrain de classe, sur ses revendications, en préservant l'indépendance qui est la sienne, que le mouvement ouvrier a toujours apporté, et apporte aujourd'hui, et apportera demain, la contribution la plus fondamentale à la lutte pour la démocratie et la paix.* »

Il n'aura pas fallu attendre longtemps pour que se déchire le voile de l'union sacrée :

● Loin de renoncer à son pacte de responsabilité, le gouvernement taille à la hache dans les services publics et asphyxie les collectivités territoriales. A l'Assemblée nationale, il soumet, depuis le 26 janvier, sa loi Macron de déréglementation anti-ouvrière, tandis que les plans sociaux se multiplient et que le nombre de chômeurs atteint des sommets.

● Mais le 29 janvier, des dizaines de milliers d'électriciens et de gaziers ont manifesté dans l'unité avec leurs fédérations contre la loi de transition énergétique, tandis que par milliers, les cheminots défilaient contre la réforme ferroviaire. Trois jours plus tôt, en région parisienne, des milliers de travailleurs et de militants répondaient à l'appel des organisations syndicales CGT, CGT-FO, FSU, Solidaires à manifester contre la loi Macron.

Dans tous les secteurs de la classe ouvrière, au sein de toutes les organisations, grandit l'aspiration à la réalisation de l'unité des travailleurs et de leurs organisations dans l'action « tous ensemble » pour bloquer la politique du gouvernement. Une aspiration qui vient de s'exprimer simultanément dans le congrès confédéral de la CGT-FO et dans le CCN de la CGT.

Dans ce contexte, sont intervenues les élections grecques du 25 janvier. La classe ouvrière grecque, qui avait répondu vingt fois aux appels de ses directions à des grèves générales de vingt-quatre heures contre le mémorandum, a, dans ces élections, affirmé l'exigence claire : « *Dehors le mémorandum ! Dehors la troïka !* »

Tous les grands de ce monde comprennent la signification de ce mouvement en profondeur d'un peuple qui n'accepte pas d'être écrasé, spolié, réduit à la misère pour satisfaire les intérêts des banquiers et des spéculateurs. Tous — Obama, Hollande et tous les dirigeants européens, la Banque centrale européenne (BCE) — s'en inquiètent et sont prêts à « renégocier » les conditions et les échéances, pour qu'au bout du compte, au nom du paiement de cette dette, les contre-réformes se poursuivent, et que soient ainsi préservés les intérêts des spéculateurs et des banquiers (1).

Au mépris de la démocratie et de la souveraineté des peuples, le capital financier en crise exige que le peuple grec rembourse aux spéculateurs et aux banquiers une dette qui n'a été créée que pour grossir leurs profits. Il exige, qu'au nom du remboursement de la dette publique en Grèce, en Espagne, au Portugal et en France..., les peuples soient soumis à la déréglementation, que leurs systèmes de santé, de protection sociale et d'éducation, soient détruits et que leurs services publics soient privatisés.

Dans le même temps, la guerre se propage et s'étend aux quatre coins de la planète, notamment sur notre continent, en Ukraine.

Seule la classe ouvrière se dressant contre les gouvernements dans tous les pays d'Europe sera à même de bloquer leur politique et ainsi d'ouvrir la voie à la rupture des liens de subordination avec la BCE et l'Union européenne. Seule la classe ouvrière est à même, par sa propre mobilisation, d'imposer le respect de la démocratie, le démantèlement des institutions de l'Union européenne, la dénonciation des traités et l'annulation de la dette. Sur cette base, et seulement sur cette base, pourra s'édifier une véritable union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe.

La classe ouvrière et le peuple rejettent les politiques d'austérité, le pacte de responsabilité et toutes les contre-réformes dictées par l'Union européenne. Mais tous les partis institutionnels acceptent ce cadre, ce qui aiguise la crise ouverte des institutions de la V^e République. On l'a vu dans l'élection législative partielle du Doubs, où tous les partis institutionnels perdent des voix, dans des proportions qui varient. Seule progresse l'abstention (60 %) par laquelle une majorité exprime son rejet de tous les partis qui se subordonnent à la Banque centrale européenne, aux banquiers, aux spéculateurs.

En France comme en Grèce, comme dans tous les pays d'Europe, un mouvement cherche à se rassembler pour en finir avec la politique de misère, de déchéance et de destruction, politique de guerre et de discrimination imposée par l'Union européenne au service du capital financier.

Aider un tel mouvement à se constituer exige d'agir politiquement pour la réalisation de l'action de classe unie. Il s'agit de bloquer ce gouvernement, d'arracher l'abrogation des contre-réformes et ainsi d'effectuer un premier pas dans le sens de la rupture avec les diktats du capital financier imposés par l'Union européenne et la BCE. Ainsi s'ouvrira la voie à la constitution d'un authentique gouvernement de défense des travailleurs et de la démocratie émanant de l'action de la classe ouvrière et de la jeunesse, et capable de répondre à leurs aspirations légitimes. Dans ce mouvement pourront être établies, par une Assemblée constituante souveraine, des institutions authentiquement démocratiques sur les décombres de la V^e République et de l'Union européenne.

C'est ce combat que le POI invite les travailleurs et les militants à conduire avec lui.

Toutes ces questions sont soumises au débat ouvert sur ce que devrait être une authentique représentation politique de la classe ouvrière. Un débat que le POI vous invite à poursuivre dans les assemblées ouvertes et les congrès départementaux ouverts.

**Adopté à l'unanimité par le bureau national du POI
Samedi, 7 février 2015, 16 heures**

(1) Notons qu'en France, le Front national exige le remboursement à 100 % de la dette grecque. Hollande (et avec lui le PS et l'UMP) répète à l'envi que « *les engagements pris doivent être respectés* ». Quant aux responsables du Parti communiste, du Parti de gauche et du Front de gauche, ils prodiguent leurs conseils pour la renégociation de la dette, sans jamais en exiger l'annulation.

<input type="checkbox"/> Je souhaite prendre contact avec le Parti ouvrier indépendant	<input type="checkbox"/> Je souhaite adhérer
<input type="checkbox"/> Je souhaite être informé de la date et du lieu de la prochaine assemblée-débat organisée par le POI	
Nom, prénom :	Adresse :
.....	Code postal :
.....	E-mail :
Bulletin à retourner à : Parti ouvrier indépendant 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris	

87, rue du Faubourg-Saint-Denis,
75010 Paris
Tél : 01 48 01 85 85

**POI PARTI OUVRIER
INDÉPENDANT**
Pour le socialisme, la République et la démocratie
Membre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples

Samedi 7 février 2015

E-mail :
poi@fr.oleane.com
Internet :
www.parti-ouvrier-independant.fr